Burundi : les opérateurs privés exhortés à investir dans l'agriculture et l'élevage

@rib News, 02/08/2016 â€“ Source Xinhua Le gouvernement burundais invite les opÃ©rateurs privÃ©s Ã investir dans l'agriculture et l'Ã©levage lors d'un atelier organisÃ© mardi Ã Bujumbura. Le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage DÃ©o-Guide Rurema a fait remarquer les opportunitÃ©s qu'offrent ces secteurs pour couvrir les besoins en consommation locale, d'une part, et pour l'exportation en vue d'acquÃ©rir des devises, d'autre part.

"Actuellement, les cultures d'exportation qui procurent au pays les devises restent uniquement limitÃ©es au cafÃ©, au thÃ© et au coton", a-t-il rappelÃ©, avant de demander aux opÃ©rateurs privÃ©s de voir l'opportunitÃ© d'investir dans les domaines des lÃ©gumes, fruits et fleurs. Il a dÃ©clarÃ© que son dÃ©partement compte mettre en Å“uvre un grand programme de dÃ©veloppement de l'horticulture et qu'il y aura nÃ©cessitÃ© d'investir dans le conditionnement, la conservation et la transformation de ces produits qui pour la plupart sont pÃ©rissables. "En vue d'Ãªtre compÃ©titif sur le marchÃ© rÃ©gional et international, il est indispensable que les produits transformÃ©s soient mis dans des emballages rÃ©pondant aux normes internationales. Il est donc indispensable que les investisseurs privÃ©s exploitent ce domaine", a soulignÃ© le ministre. Il a Ã©galement soulignÃ© la nÃ©cessitÃ© de mettre en place des infrastructures d'appui Ã la commercialisation, comme des silos et des chambres froides. Le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage a aussi Ã©voquÃ© la nÃ©cessitÃ© d'installer des usines de fabrication d'aliments du bÃ©tail au Burundi, dÃ©plorant que "tous les aliments utilisÃ©s pour l'alimentation du bÃ©tail sont importÃ©s". En outre,"avec le repeuplement du cheptel au Burundi, la production laitiÃ¨re commence Ã Ãªtre problÃ©matique chez les Ã©leveurs suite au manque de dÃ©bouchÃ©s. L'installation d'une industrie laitiÃ¨re permettrait d'absorber toute la production et assurer le dÃ©veloppement de toutes les chaÃ®nes de valeur dans ce secteur (Ã©leveurs, centres de collectes de lait, transporteurs, etc", a affirmÃ© M. Rurema. L'autre domaine qui pourrait Ãªtre convoitÃ© par des opÃ©rateurs privÃ©s est, selon lui, celui de la fabrication des engrais chimiques Ã partir des dÃ©chets biodÃ©gradables. "Actuellement, le gouvernement du Burundi subventionne les engrais chimiques pour que les agriculteurs aient accÃ¨s Ã ces intrants Ã un prix abordable. Il est pourtant recommandÃ© d'utiliser ces engrais avec la fumure organique qui n'est pas disponible en quantitÃ© suffisante. Il est alors important d'investir dans ce domaine en vue de fabriquer des engrais organiques en vue de rÃ©pondre Ã la rÃ©solution de la 21Ã¨me ConfÃ©rence de Paris de 2015 sur le climat, COP21", a expliquÃ© le ministre. Le dernier domaine que le ministre burundais a proposÃ© aux opÃ©rateurs privÃ©s Ã©ventuels est celui de la multiplication des semences de qualitÃ© Ã grande Ã©chelle. C'est un secteur qui n'est pas suffisamment dÃ©veloppÃ© et qui souffre surtout au niveau des cÃ©rÃ©ales et des olÃ©agineux car actuellement, a-t-il dÃ©clarÃ©. "Ce domaine reste ouvert aux investisseurs car des textes d'application de la loi semenciÃ¨re ont Ã©tÃ© adoptÃ©s et vulgarisÃ©s auprÃ¨s des utilisateurs pour leur information et leur faciliter la tÃ¢che", a-t-il dit. Au Burundi, 90% de la population est rurale et vit essentiellement de l'agriculture sur de petites terres mais fertiles, avec une diversitÃ© de zones agro-Ã©cologiques qui offre gÃ©nÃ©ralement des conditions de pluviomÃ©trie et d'ensoleillement.